

législative. Nous le croirons à ce moment-là, mais je suis prêt à parier que nous n'aurons pas le programme d'assurance frais médicaux en 1968. En fait, nous n'aurons pas le programme en 1970, pas nécessairement parce que nous ne pouvons former le personnel ou que nous ne pouvons pas trouver de l'aide. Nous n'aurons pas l'assurance frais médicaux parce que l'oligarchie qui dirige, en réalité, le parti libéral de notre pays, n'en veut pas en raison de ses convictions, et tout le tintamarre des jeunes réformateurs intrépides n'y changera rien. Mais nous attendrons les événements et nous écouterons les explications.

On peut comprendre la situation délicate où se trouve placé le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen). Je compatis avec lui vu la situation embarrassante dans laquelle il se trouve. Je me souviens de la façon dont il a présenté la mesure en première lecture: clameurs élogieuses, voix tonitruante, grands gestes, il présentait la mesure sociale la plus importante dans les annales du Canada. Une joie extrême régnait parmi les députés libéraux d'arrière-ban, ils frappaient sur leur pupitre et toute la Chambre en retentissait.

Quelle différence avec son discours de deuxième lecture: entrée en sourdine à la Chambre, déclaration d'une voix tranquille et réservée, remplie d'excuses, présentation du bill avec une mine honteuse et embarrassée. Je me souviens de tout ce que le ministre nous avait dit à propos de l'assurance frais médicaux et de l'engagement ferme qu'elle allait être adoptée. Vu les circonstances, si le ministre avait le moindre cœur au ventre, à mon avis, il aurait donné sa démission. Il se serait ainsi gagné le respect de tous les députés. Il aurait eu de ce fait le pied à l'étrier pour devenir le premier à disputer la direction de son parti, car il aurait rallié autour de lui tous les prétendus réformateurs.

Mais le ministre ne l'a pas fait. Il a avalé la pilule et nous voilà maintenant devant le résultat.

M. Fairweather: Il aurait eu Andy Thompson avec lui.

M. Scott (Danforth): Je me demande si ce serait bien utile à l'heure actuelle.

Nous voulons aussi entendre l'opinion du ministre des Finances, et nous avons également le droit d'entendre l'avis du premier ministre (le très honorable M. Pearson). Ils devraient nous expliquer pourquoi ils manquent à leur engagement envers la population canadienne. En somme, monsieur l'Orateur, c'est le premier ministre qui a pris l'engagement en cause. C'est lui qui a dit aux Canadiens qu'ils auraient l'assurance frais médi-

caux pour le 1^{er} juillet 1967. Ce n'est pas le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social qui a changé cela, mais bien le ministre des Finances.

Nous avons donc le droit de leur demander à tous deux de venir nous expliquer dans cette Chambre les raisons de ce changement, et je ne parle pas des sottises qu'on nous a servies sur l'inflation, car la remise à plus tard ne constitue pas une mesure anti-inflationniste. Nous ne voulons pas non plus du prétexte qu'ils sont obligés de prouver leur bonne foi au monde des affaires. Ce dernier connaît l'attitude du gouvernement et ne se préoccupe nullement de ce point. Nous avons droit de savoir la vérité: pourquoi les Canadiens sont-ils privés de ce grand progrès social?

• (8.10. p.m.)

Dans un sens, monsieur l'Orateur, cela est caractéristique du parti libéral, qui s'est toujours affiché comme un parti de grande réforme. Or, que valent en réalité, les doctrines libérales et ses réformes si, chaque fois qu'il veut remédier à la prétendue inflation, il sacrifie le régime national de santé et l'aide à la recherche et à l'éducation. Ce parti soi-disant réformateur est une caricature. Mais lorsqu'il s'agit des affaires, il en va autrement. Pour réduire la masse monétaire, il permet aux entreprises de payer d'avance au Trésor quelque 350 millions de dollars, mais il ne garde pas cet argent, il le retient seulement pendant 18 mois, puis il le remet aux entreprises avec un intérêt de 5. p. 100. Voilà un parti progressiste, qui a vraiment l'esprit de réforme!

Nous avons encore observé le grand parti libéral lors de nos délibérations sur l'accord relatif à la vente des pièces d'automobiles, alors que son intervention a suscité une désorganisation dont les travailleurs en ont subi les conséquences. Nous avons hypothéqué leur avenir afin de corriger le désordre causé par les politiques commerciales du gouvernement. Nous le constatons dans le domaine de la recherche, où le Canada éprouve une extraordinaire pénurie de fonds. Et il ne s'agit pas seulement des salaires. Notre pays souffre de l'insuffisance des recherches dans tous les domaines imaginables, mais nos grands réformateurs préconisent une réduction au nom de l'inflation.

Je pense aux lits d'hôpitaux. Lorsque je suis venu ici en 1962, j'ai exhorté le gouvernement,—comme la plupart des citoyens l'avaient fait—à assurer sa responsabilité en ce qui concerne les lits d'hôpitaux. Nous avons signalé qu'il en coûte quelque \$30,000 pour chaque lit installé dans nos centres métropoli-

[M. Scott (Danforth).]